

Michel Destombes, agriculteur

«On va produire l'équivalent de la consommation de la ville d'Albert»

Pilote d'un projet d'unité de méthanisation à Albert, Michel Destombes est agriculteur à Morlancourt, exploitation en polyculture-élevage (vaches allaitantes). Il est marié et a deux garçons, le premier à la ferme et le second faisant encore des études. Maire de Morlancourt, il est également délégué de secteur à la FDE (Fédération départementale de l'énergie) à Amiens – une responsabilité déterminante, explique-t-il, pour son implication dans le projet.

QUELLE A ÉTÉ LA GENÈSE DE CE PROJET ?

Michel Destombes. Il y a à peu près deux ans, Engie Biogaz est venu à la communauté de communes, cherchant des agriculteurs susceptibles de produire du gaz ; ils faisaient cette recherche sur la France entière car ils ont comme objectif, de la part de l'Europe, de produire 50 % de gaz vert en 2030, et 100 % en 2050 ! Une première approche a été faite à la communauté de communes avec quelques agriculteurs : Michel Watelain, qui n'était pas encore président, Jean-Luc Fourdinier, Christophe Buisset, président de la Chambre d'agriculture régionale... et j'ai été choisi pour prendre la tête du projet. Dans un premier temps, on a contacté tous les agriculteurs qui se trouvaient dans un rayon de 7 à 10 kilomètres autour d'Albert (aller au-delà augmenterait les frais de transport) ; plusieurs réunions ont été programmées, avec Engie, auxquelles une centaine a participé. Vingt-trois ont signé pour partir dans le projet !

Après deux ans de travail, quelques réunions et beaucoup de communica-

tion (présentation du projet au conseil municipal d'Albert et aux maires des alentours, à la presse, aux riverains...), on arrive dans le vif du sujet : montage d'une société de projet avec les vingt-trois agriculteurs (surface de 4300 hectares), Engie et la FDE (la FDE a monté une société d'économie mixte pour soutenir des projets tels que le biogaz, le photovoltaïque ou l'éolien). Contrairement au souhait d'Engie d'être seul actionnaire, les agriculteurs auront 60 % du capital : ils pourront peser dans les décisions.

QUELLES SONT LES ÉCHÉANCES ?

On est dans la phase de développement, qui va durer à peu près dix-huit mois : choix du constructeur, dépôt du permis, fouilles archéologiques... Le terrain appartient à l'un des agriculteurs, il est idéal, car traversé par la ligne de gaz où se fera l'injection du méthane épuré et compressé (67 bars pour le GRT, 4 bars pour le GRD) et proche de la rocade. On a fait le choix du GRT (réseau de transport du gaz, interconnecté au niveau européen) où les possibilités d'injection sont plus fortes tout le long de l'année. Les travaux devraient commencer début 2020 pour être opérationnels plus tard dans l'année.

QUEL EST LE PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT ?

On aura trois cuves étanches : deux de fermentation d'où on extraira la plus grande partie du gaz et une cuve de digestat qui récupère les produits déjà fermentés des deux premières. Les gaz obtenus sont épurés sur place, débarrassés en particulier du soufre et du CO₂, compressés et envoyés dans le réseau. Le digestat est récupéré par les agriculteurs pour être épandu dans les

champs où il constitue un engrais complet (du 3*7), compatible avec l'agriculture biologique dans la mesure où on aura approvisionné avec des produits sains.

ET L'INSTALLATION ?

Ce sont des installations clés en main, qui nécessitent cependant un maître d'œuvre pour sa mise en place, installation qui va coûter entre 6 et 8 millions d'euros. Il faut s'entourer de gens compétents pour ne pas se tromper ! Sont en concurrence des Allemands, des Hollandais et des Français ; le matériel allemand est un peu différent du nôtre car ils peuvent mettre 100 % de cultures vivrières, du maïs par exemple ; alors qu'en France, pour éviter la concurrence culture énergétique-culture vivrière, on est limité à 15 % de cultures principales.

QUEL VA ÊTRE VOTRE APPROVISIONNEMENT ?

En majorité des sous-produits des cultures principales et des cultures secondaires : engrais verts, fumiers, déchets de pommes de terre, d'endives, tous les déchets agricoles. On a même l'idée de faire des betteraves en culture secondaire. Et des déchets qui ne sont pas récupérés actuellement : feuilles de betteraves et endives... et la menue paille derrière la moissonneuse, ce qui est mécanisable, a l'avantage d'éliminer les graines de mauvaises herbes qui ne sont plus ressemées et permettrait ainsi de limiter l'emploi d'herbicides l'année suivante. La paille est très intéressante car, ensemencée avec des enzymes, elle produit plus rapidement du méthane que les autres sous-produits.

Les agriculteurs associés dans ce projet repensent actuellement leurs assolements pour les adapter aux besoins de

«Nous voulons en faire un projet de territoire d'où l'idée d'y associer un maximum d'acteurs du tissu économique albertin. Le fait d'utiliser notre biomasse et nos déchets locaux pour produire notre énergie sur place entre entièrement en phase avec le développement durable et le bilan carbone.»

sous-produits et cultures secondaires, en tenant compte des aléas climatiques. Ils répertorient leurs moyens de stockage inutilisés : anciens silos... car les sous-produits seront stockés principalement chez les producteurs. On espère aussi récupérer tous les déchets verts de la communauté de communes, à condition qu'ils soient bien triés car les bois et branchages ne sont pas utilisables pour faire du méthane. On pourrait voir aussi les déchets de cantine, mais, en France actuellement, il faut les «hygiéniser», tout dépendra de leurs quantités pour amortir l'hygiénisation. Tous les produits devront être contrôlés, analysés pour

s'assurer qu'ils ne perturbent pas les fermentations. Nous voulons en faire un projet de territoire d'où l'idée d'y associer un maximum d'acteurs du tissu économique albertin. Le fait d'utiliser notre biomasse et nos déchets locaux pour produire notre énergie sur place entre entièrement en phase avec le développement durable et le bilan carbone.

Y AURA-T-IL DES NUISANCES ?

L'implantation des cuves est prévue sur le côté de la rocade, à l'extérieur, sur un champ en contrebas. Le gaz ne s'échappe pas des cuves, et il est épuré à sa sortie : le méthane est envoyé dans le réseau et est inodore. Il en est de même pour le digestat récupéré par les agriculteurs. Les voisins de la zone industrielle ont été contactés et sont d'accord pour cette implantation. Pour le transport de matière, ce sera 70 tonnes par jour, soit trois camions ; et il passe 10 000 véhicules sur la rocade chaque jour !

On va produire 300 m³/heure, soit l'équivalent de la consommation de la ville d'Albert. Quelques emplois seront générés.

VOS PROJETS POUR L'AVENIR ?

Notre idée pour l'avenir est de faire aussi du GNV, gaz directement utili-

sable dans les camions, intéressant en remplacement des énergies fossiles car il ne produit pas de particules à la combustion et il est plus facile à gérer que l'électricité pour laquelle le poids des batteries et leur temps de charge sont des handicaps ! On a sur Albert un gros site industriel, qui demande du transport. Le GNV est utilisable aussi pour les tracteurs : les agriculteurs pourront rouler avec leur propre énergie.

Si l'opération s'avère intéressante, on pourra la développer : le biogaz en France est en pleine expansion et il y a une volonté forte de l'État dans ce sens au nom de la transition énergétique.

LE CHALLENGE ACTUEL ?

On a choisi d'être les maîtres de l'opération, pour éviter de reproduire ce qui s'est passé pour l'éolien : investissements étrangers, revente rapide à des fonds de pension, avec peu de retombées locales... La contrepartie pour nous est de mener à bien le projet : relancer régulièrement les différents protagonistes, afin de respecter les délais... et faire en sorte que la réalisation soit la plus efficace possible !

Propos recueillis
par Odile Lenglet
et Dominique Goubet

